

l'économie des pays en développement. Or, dans ces régions, la surpêche et la dégradation de l'environnement ont entraîné la diminution des ressources halieutiques, voire l'épuisement de certaines zones de pêche. Toutefois, à la différence des ressources minérales, qui s'épuisent définitivement à mesure qu'on les exploite, les ressources halieutiques sont renouvelables et peuvent être utilisées durablement par des générations successives, à condition de maintenir les captures dans des limites raisonnables. Malheureusement, la notion d'aménagement des ressources n'est pas encore une évidence pour les acteurs de la filière pêche des pays en développement, où la pauvreté pousse les individus à privilégier le profit immédiat. La planète est aujourd'hui confrontée à deux grands défis : permettre aux ressources de retrouver leur niveau antérieur, et éviter les dangers de la surpêche.

Actions de la JICA

Nombre de pays en développement ne possèdent ni les systèmes ni les organisations nécessaires pour encadrer la gestion des ressources halieutiques au niveau local, comme c'est le cas au Japon, où il existe des coopératives de pêcheurs et des droits de pêche.

De plus, le pouvoir est souvent aux mains d'une poignée de magnats de la pêche et grands acheteurs de produits halieutiques. Face à ces « poids lourds »,

les petites communautés de pêcheurs n'ont pas vraiment pu réfléchir à la gestion des ressources, ce qui a conduit à la surexploitation des zones de pêche. La JICA a défini trois objectifs de développement, qu'elle s'efforce d'atteindre par le biais de ses programmes d'aide :

1) Dynamiser les communautés locales de pêcheurs

La JICA s'emploie à mettre en place un système de gestion des ressources fondé sur le principe de la participation locale. Ce système, qui repose sur la création d'organisations de pêcheurs et la réduction des coûts grâce au partage du travail et des responsabilités, contribue à revitaliser les communautés locales de pêcheurs et à améliorer leurs revenus. Un autre élément essentiel des programmes d'aide de la JICA dans ce domaine est la mise en valeur des ressources inutilisées. La JICA s'efforce en effet de diversifier et d'améliorer les revenus par la promotion de l'aquaculture et des produits halieutiques à valeur ajoutée, comme les produits transformés.

2) Exploitation rationnelle des ressources halieutiques

Bien que les produits halieutiques soient très périssables, la plupart des pays en développement ne possèdent pas les installations de réfrigération qui leur permettraient d'en préserver la fraîcheur et d'en dévelop-

per la distribution et la commercialisation. En raison de ce manque d'équipements et de la méconnaissance de bonnes pratiques d'hygiène et de contrôle de la qualité des produits de la pêche, environ un tiers des captures ne peuvent être utilisées pour la consommation alimentaire. Face à cette situation, la JICA développe l'infrastructure nécessaire pour améliorer les réseaux de distribution et assurer des formations aux techniques de traitement et de manutention des produits halieutiques frais, notamment.

3) Préservation et gestion des ressources halieutiques

Certes, les ressources halieutiques sont renouvelables. Mais si l'on souhaite les exploiter de façon durable, il est indispensable de fixer des quotas limitant le niveau des captures. Il faut également mener des efforts à long terme pour sensibiliser les communautés aux pratiques de gestion des ressources, afin que cesse la surexploitation des zones de pêche. Via le projet visant à redonner sa richesse au littoral du Vanuatu (voir ci-après), la JICA s'efforce d'accroître les ressources côtières en développant de nouvelles méthodes d'élevage pour les espèces de coquillages faciles à récolter, dont les stocks s'épuisent par conséquent plus rapidement.

Exemple

Pêche Vanuatu Projet portant sur les richesses naturelles du littoral

Reconstituer les abondantes ressources côtières grâce aux efforts des populations locales

Le Vanuatu est un archipel de plus de 80 îles (grandes et petites) situé dans le Pacifique Sud. Ce pays compte environ 220 000 habitants, répartis sur un territoire aussi vaste que la préfecture de Niigata au Japon. L'île d'Efate, qui abrite la capitale Port Vila, est sertie dans le splendide décor bleu cobalt de l'océan, à l'instar des multiples îles éloignées, qui bénéficient d'un riche environnement naturel.

Environ 80 % des Vanuatais habitent des villages ou des îles reculées. La moitié d'entre eux sont vivants en autarcie. L'aliment de base est une plante à tubercule qui ressemble à la pomme de terre, et les poissons et coquillages pêchés le long des côtes constituent la source principale de protéines. Pour faire face à l'épuisement récent des ressources halieutiques côtières en raison de la surpêche, la JICA a lancé en mars 2006 son projet axé sur la reconstitution de ces ressources, en vue

de redonner sa richesse au littoral. La seconde phase de ce projet a démarré en 2009.

Deux experts japonais en mission de longue durée ont dispensé des formations sur les technologies aquacoles et la gestion des ressources côtières. Grâce à leur aide, et en collaboration avec la population locale, la JICA a mis en œuvre un programme intermédiaire d'élevage de jeunes coquillages, qui permet aux juvéniles de se développer en toute sécurité jusqu'à ce qu'ils aient la taille voulue. Les coquillages, dont la troche et le sabot turban vert, ne sont pas uniquement destinés à la consommation alimentaire. On vend également leur coquille (qui renferme de la nacre) pour en faire des perles et des boutons, ce qui constitue une source de revenus supplémentaire pour les villageois. Dans ses programmes d'appui à la gestion et à la perpétuation des ressources côtières, la JICA propose des méthodes élaborées en étroite interaction avec les communautés locales, qu'elle place au cœur de chaque projet. Il s'agit de renforcer l'autonomie des populations locales – qui ont longtemps été les gardiennes de leurs eaux côtières – pour leur permettre de revitaliser par leurs propres moyens ce littoral auparavant si richement doté en ressources naturelles.



En haut : Caisse grillagée pour protéger les jeunes coquillages des prédateurs non indigènes
En bas : Contrôle de la récolte de coquillages adultes

Développement industriel

Aider les pays en développement à poser les bases de leur croissance industrielle, à créer davantage d'emplois et à instaurer une société économiquement indépendante



Parc éolien de Zafarana, en Égypte

La JICA met en œuvre un ensemble de programmes pour aider les pays en développement à établir les bases nécessaires à l'essor de leur industrie. Les efforts portent plus particulièrement sur les échanges et les investissements, le tourisme, le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME), l'approvisionnement régulier en énergie électrique, les ressources minérales, les énergies renouvelables et les technologies liées à l'efficacité énergétique. Sachant que presque 30 % des prêts d'APD de la JICA concernent le secteur de l'énergie électrique, beaucoup de projets de développement industriel nécessitent un financement de grande envergure. L'aide technique et le soutien financier de la JICA sont donc d'autant plus efficaces dans ce domaine. Ces initiatives doivent faciliter l'autonomisation des populations locales et leur donner les moyens de mettre en place un socle industriel, d'accroître les perspectives d'emploi et d'instaurer une société économiquement indépendante.

Les actions en faveur de la promotion du secteur industriel s'appuient d'une part sur le développement du secteur privé, d'autre part sur les ressources naturelles et énergétiques.

Développement du secteur privé

—Instaurer une économie compétitive à l'échelle mondiale en dynamisant le secteur privé—

La crise financière à laquelle le monde est aujourd'hui confronté rend d'autant plus nécessaire le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) et la relance des échanges et des investissements

Situation générale

Le type de coopération adopté par la JICA permet de contribuer à l'essor économique des pays en développement en tirant parti de la vitalité du secteur privé. L'amélioration des performances des entreprises privées a des

répercussions bénéfiques sur les conditions de vie de la population en général. Parallèlement, lorsque les recettes fiscales générées par les entreprises augmentent, l'État est à même d'offrir un niveau de services plus élevé, dans des domaines comme l'éducation, la santé

et les soins médicaux, ou encore la protection sociale.

La croissance du secteur privé contribue également à créer des emplois locaux et par conséquent à réduire la pauvreté. Par ailleurs, le développement des industries locales et

Exemple

Échanges et investissements Inde

Programme destiné à former des chefs de file visionnaires dans le secteur manufacturier

Former des chefs de file aux pratiques manufacturières japonaises

Ce programme de développement des ressources humaines mis en œuvre depuis deux ans en vue de renforcer l'industrie manufacturière en Inde, a suscité de nombreux éloges. Au titre de ce programme, des cadres de l'industrie indienne sont invités au Japon pour s'initier aux pratiques de gestion des fabricants japonais ; l'objectif ultime est la formation de chefs de file capables de lancer des initiatives pour moderniser l'industrie indienne. Pour atteindre cet objectif, ce programme met l'accent sur le processus de développement des produits japonais, de la création au service client. L'un de ses points forts est le poids accordé à la formation pratique (70 % du temps, contre 30 % pour les cours théoriques) ; les participants sont donc en mesure d'appliquer les connaissances qu'ils ont acquises dès leur retour

en Inde. Une réunion d'information a eu lieu en février 2009 pour présenter des expériences réussies. À l'issue de cette réunion, qui a rencontré un écho très favorable, les demandes de participation au programme en provenance de nouvelles entreprises se sont multipliées.

À l'avenir, la JICA pense qu'il faudra veiller tout particulièrement à encourager un développement indépendant une fois le programme terminé. Pour y parvenir, il faudra s'appuyer sur trois éléments : 1) l'établissement de relations avec des entreprises japonaises présentes en Inde ; 2) la collaboration entre l'industrie, les universités et les pouvoirs publics ; et 3) l'exploitation du réseau formé par les anciens participants à ce programme. La JICA espère que le réseau de chefs de file engendré par ce programme permettra de soutenir et de mener à bien la modernisation du secteur manufacturier en Inde.

En haut : Stagiaires discutant d'un problème
En bas : À la fin du cours, les participants marquent leur sentiment d'appartenance en pratiquant le salut traditionnel « Yo wan » et en tapant dans leurs mains.



l'intensification des échanges et des investissements favorisent l'activité économique à l'échelle nationale. Enfin, il est vital pour les pays en développement de renforcer la compétitivité de leurs industries locales face à une concurrence internationale de plus en plus vive.

Actions de la JICA

Les initiatives de la JICA en faveur de l'essor du secteur privé se sont jusqu'ici concentrées sur l'Asie de l'Est et du Sud-Est, deux régions qui ont enregistré une croissance économique hors du commun. Le passage d'une économie fondée sur le secteur public à un modèle faisant une large place au secteur privé s'opère sans à-coups dans ces régions. Les pays en développement cherchent à s'adapter à la mondialisation des échanges économiques, phénomène récent et qui s'accélère, en adhérant à des organisations internationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et en signant des accords de partenariat économique (APE).

Face à la crise financière qui ébranle aujourd'hui la planète, la JICA soutient activement le développement du secteur privé, en mettant l'accent

sur les PME, le tourisme, les échanges et les investissements.

Échanges et investissements

Les pays en développement doivent accroître le rythme de leurs échanges et de leurs investissements, et développer des atouts à l'échelle nationale pour faire face à la concurrence mondiale et aux défis économiques engendrés par la mondialisation. La JICA assure une aide dans trois domaines stratégiques : développement de l'infrastructure industrielle, renforcement organisationnel et développement des compétences. Le premier domaine comprend le renforcement des institutions : élaboration d'une législation favorable au développement des échanges et des investissements et d'autres systèmes, et création d'autres infrastructures nécessaires à l'essor de l'industrie nationale. Dans cet esprit, la JICA appuie également le renforcement d'entités comme les agences de promotion des échanges et des investissements, le renforcement de l'organisation des entreprises, et le développement des compétences des effectifs du secteur privé et des dirigeants des pays concernés. En matière d'échanges et d'investissements, la JICA apporte une aide diversifiée allant

de l'élaboration de politiques industrielles à la promotion des exportations. Parmi les projets JICA les plus appréciés, citons le projet visant à former des chefs de file visionnaires dans le secteur manufacturier en Inde (voir page 82) et le projet de promotion des exportations égyptiennes.

Un autre programme de la JICA mobilise l'attention : l'aide au développement du secteur industriel éthiopien. Ce programme a été lancé à la demande du Premier ministre Meles Zenawi, impressionné par l'expérience accumulée par le Japon au fil de ses programmes d'aide en faveur de ses partenaires asiatiques, et par un projet mis en œuvre par la JICA en Tunisie : l'étude de plan directeur pour l'amélioration de la qualité et de la productivité (voir page 85). Il s'agit d'élaborer un programme portant sur le contrôle de la qualité et l'amélioration de la productivité – un peu comme dans le projet tunisien – et prévoyant un dialogue autour de la politique industrielle, un peu comme celui planifié conjointement par l'Institut national des hautes études politiques (GRIPS) du Japon et la JICA (huit rencontres prévues sur une période de deux ans) qui englobera les expériences du Japon et d'autres pays asiatiques.

Exemple

Échanges et investissements Laos

Étude préliminaire pour le développement industriel

Étude préliminaire pour le développement industriel

Dans ce pays enclavé qu'est le Laos, les difficultés de distribution des marchandises ont largement freiné le développement économique. De même, l'industrialisation a souffert du manque de ressources naturelles et humaines. Le plan national de développement socioéconomique du pays énonce quelques grands principes pour la période quinquennale qui a débuté en 2006. Tout en étant fidèle aux principes du socialisme, ce plan ouvre la voie à la modernisation et à l'industrialisation du Laos en introduisant des mécanismes de marché dans l'économie.

En conduisant une étude préparatoire pour les plans de développement industriel du Laos, la JICA a respecté cinq grands principes : 1) élaboration d'un modèle de plan directeur de développement industriel combinant appui intellectuel et aménagement d'équipements et d'infrastructures ; 2) promotion d'une approche modérée de l'industrialisation qui préserve la structure agro-industrielle du pays ; 3) définition d'un cadre législatif favorable à l'industrialisation,

et élaboration d'autres instruments pour accroître les échanges commerciaux ; 4) établissement d'un plan intégré pour les parcs industriels ; et 5) construction de parcs industriels adaptés aux besoins du pays, conformément à la volonté du gouvernement.

Par des discussions solennelles avec le gouvernement laotien, la JICA prévoit également d'améliorer la prise de conscience des enjeux environnementaux.



Inspection sur site au Laos

Tourisme

Pour l'instant, ce sont les entreprises privées qui dominent le marché touristique. Le type de tourisme le plus répandu étant exogène, cette activité n'a que peu de retombées positives pour la population locale. Afin que les communautés locales puissent profiter de l'essor du tourisme, la JICA s'efforce d'aider les pays concernés à passer d'un développement touristique exogène à une démarche endogène. La JICA pense que les pouvoirs publics, les opérateurs touristiques privés et les

résidents locaux peuvent élaborer conjointement un mode de développement touristique favorisant la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des communautés locales. L'objectif de l'Agence est de promouvoir un mode de tourisme durable qui puisse contribuer au développement global de la région.

L'un des grands défis auxquels la planète est aujourd'hui confrontée est la préservation de l'environnement mondial. À cet égard, l'écotourisme offre un potentiel considérable. Pour en

apprendre davantage sur les efforts de la JICA en faveur de l'écotourisme en République dominicaine, voir ci-après. Parmi les autres nouveaux projets menés par la JICA dans le secteur touristique, citons le projet de promotion touristique de Jéricho (voir plus loin). Jéricho possède de nombreuses ressources touristiques et bénéficie d'une relative stabilité politique. Par le biais de ce projet et du développement ultérieur de l'activité touristique, la JICA souhaite procurer à la région de Jéricho un avantage culturel et économique.

Exemple

Tourisme Palestine Projet de développement du tourisme durable à Jéricho via un partenariat public-privé

Soutenir la coopération public-privé pour promouvoir le tourisme durable

Bethléem, Jéricho et Jérusalem-Est comptent parmi les sites historiques les plus connus, à côté des autres richesses touristiques de la Palestine. Avant l'éclatement de la seconde Intifada* en septembre 2000, l'industrie touristique représentait 11 % du PIB palestinien. Jéricho en particulier, dont la fondation remonte à 10 000 ans et qui passe pour l'une des plus vieilles villes du monde, a accueilli entre 230 000 et 250 000 visiteurs par an entre 1998 et 2000. Cette destination était si fréquentée que la construction d'hôtels et d'autres infrastructures étaient en projet. Toutefois, après la seconde Intifada, le nombre de visiteurs s'est effondré, passant à 1 200 en 2001, avant de stagner les années suivantes (30 000 visiteurs en 2004), ce qui s'est traduit par une baisse brutale des revenus du tourisme.

Si la ville de Jéricho a connu une embellie en

2005, avec un total de 100 000 visiteurs, il convient toutefois de prendre des mesures énergiques pour y promouvoir le tourisme. La réalisation de cet objectif passe notamment par la prise en compte des problèmes suivants : valorisation insuffisante des ressources (en particulier des monuments culturels), accès limité à l'information et produits trop peu élaborés. Dans ce contexte, l'Autorité palestinienne a demandé au Japon de l'aider à trouver des solutions à ces problèmes ; en 2009, la JICA a commencé à envoyer des experts en promotion touristique.

La première année du projet a permis de mettre sur pied le Comité du patrimoine touristique de Jéricho, chargé d'assurer la promotion du tourisme en collaboration avec les secteurs public et privé. Ce comité a pour mission de définir le modèle et la stratégie de développement touristique de la ville en s'appuyant sur la participation des habitants.



Marché artisanal

* Le terme d'Intifada – qui signifie « réveiller, secouer » en arabe – fait généralement référence aux deux soulèvements du peuple arabe palestinien contre l'occupation militaire israélienne. La première Intifada a eu lieu en décembre 1987.

Exemple

Tourisme République dominicaine Écotourisme

Valoriser les ressources naturelles par l'écotourisme, au profit de la population locale

La République dominicaine, État insulaire de la mer des Caraïbes, est une destination très prisée des touristes du monde entier. Elle attire chaque année davantage de visiteurs que tout autre pays des Caraïbes. Néanmoins, l'industrie du tourisme doit faire face à un certain nombre de défis. Par exemple, l'impact sur l'environnement de l'aménagement de stations balnéaires dévolues au tourisme de masse n'est pas suffisamment pris en compte. De plus, si le pays accueille d'innombrables touristes, beaucoup d'entre eux optent pour des formules « tout compris » dans des complexes balnéaires, dont ils sortent rarement pour partir à la découverte de l'île. C'est ainsi que la population locale ne retire quasiment aucun bénéfice de l'activité touristique.

La République dominicaine occupe une partie de l'île d'Hispaniola, dont les écosystèmes endémiques sont restés largement préservés. En plus de ses plages, ce pays abrite donc un grand nombre de parcs nationaux et de réserves

naturelles. Avec ses splendides paysages montagneux, ses lacs naturels et ses retenues artificielles, sa multitude d'anses et de baies, ses forêts et ses villes chargées d'histoire, la République dominicaine possède un immense potentiel en termes d'écotourisme. Il convient désormais de le mettre convenablement en valeur.

La JICA a engagé des efforts pour introduire l'écotourisme dans la région, en s'appuyant sur des objectifs à court et à long terme. Ces efforts visent

notamment à diversifier l'offre touristique, à protéger et à préserver les ressources naturelles, et à permettre l'amélioration globale des conditions de vie des communautés locales.



Participation à un trekking en forêt dans le cadre d'un programme de formation au Japon (Yanbaru, Okinawa)

Promotion des petites et moyennes entreprises

De nombreux pays en développement ont été pénalisés par le retard de développement des systèmes et des politiques en faveur des PME, mais aussi par l'accès insuffisant aux technologies adéquates et la pénurie de ressources

humaines compétentes pour gérer les sites de production existants. Tous ces facteurs ont entravé la croissance des entreprises de ces pays. Dans ce contexte, la JICA a déployé des programmes d'aide visant à développer les ressources humaines au sein des instances gouvernementales en charge de

la promotion des PME, et à améliorer la productivité au sein des entreprises.

Dans les régions où l'industrie reste insuffisamment développée, la JICA a mis en œuvre des programmes de développement de l'industrie locale s'appuyant sur le concept « Un village, un produit » ; l'objectif est de créer des

Exemple

Petites et moyennes entreprises (PME) Tunisie Étude de plan directeur pour l'amélioration de la qualité et de la productivité

Rendre les produits locaux plus compétitifs sur le plan international

La Tunisie est l'un des pays d'Afrique du Nord qui bordent la Méditerranée. Elle a supprimé les barrières tarifaires sur les produits industriels d'origine communautaire suite à son entrée dans la zone de libre-échange avec l'Union européenne (UE) en janvier 2008. Peu après, des produits peu coûteux mais de qualité en provenance de l'UE ont commencé à affluer sur le marché tunisien. Résultat : les industries locales qui avaient longtemps profité de politiques protectionnistes se sont retrouvées en première ligne. Leur mise à niveau s'imposait. La Tunisie était confrontée à un défi urgent : promouvoir des entreprises capables de créer des produits susceptibles de rivaliser avec les importations.

C'est dans cette optique qu'une entité nationale de contrôle qualité a été mise sur pied en 2005 ; elle bénéficie de l'appui de la JICA. La JICA

a conduit des recherches et réalisé des analyses sur les pratiques de production et de contrôle qualité de deux secteurs phares de l'industrie tunisienne, l'électronique et l'agro-alimentaire. Elle a par ailleurs élaboré un plan directeur pour tracer les grandes lignes de la politique nationale, du système d'exécution et des méthodes de formation qui permettraient de généraliser l'adoption de nouvelles pratiques dans les entreprises du pays à l'avenir. Chacun des manuels créés pour les besoins du plan directeur a été rédigé avec un soin extrême, prenant en compte le contexte socio-culturel de la Tunisie. En introduisant les méthodes japonaises d'amélioration de la qualité et de la productivité, la JICA entend aider les produits tunisiens à rester compétitifs sur les marchés internationaux.



En haut : Réalisation d'analyses dans une usine de transformation alimentaire
En bas : Améliorations apportées à une usine de construction électrique/électronique

Exemple

Petites et moyennes entreprises (PME) Mexique Projet de transfert technologique en faveur des industries dérivées (technologies d'emboutissage)

Mise en place d'une chaîne d'approvisionnement en composants de haute qualité à l'échelle nationale

Le Mexique est passé d'une approche protectionniste (visant à protéger son industrie) à une politique de libéralisation et d'ouverture de ses marchés. Mais les multiples PME qui forment le tissu industriel du pays, et dont beaucoup jouaient un rôle actif dans l'industrie des composants, n'étaient pas suffisamment performantes pour résister à la concurrence des produits importés.

Ainsi, les défaillances de PME se sont multipliées à mesure que le pays progressait sur la voie libérale, ce qui n'a fait qu'accroître le chômage et l'angoisse sociale. Pour les gouvernements successifs, la politique industrielle devait mettre l'accent sur l'amélioration de la compétitivité et sur la promotion des micro-entreprises

et des PME, afin de soutenir les industries dérivées. Mais en réalité, la plupart des pièces fabriquées au Mexique n'étaient pas d'assez bonne qualité, en l'absence de technologies adéquates, comme les technologies d'emboutissage des métaux, par exemple. Le pays était donc tributaire des importations pour couvrir ses besoins en composants de haute qualité.

Soucieuse d'aider le Mexique à améliorer le niveau technologique de ses presses d'emboutissage, la JICA a détaché des spécialistes pour former des ressources humaines capables d'assurer les transferts technologiques au niveau local. Parallèlement, l'Agence a organisé des séminaires afin de diffuser les standards technologiques sur tout le territoire mexicain. Beaucoup de fabricants japonais d'automobiles,

d'appareils électroniques et d'équipements de télécommunications possèdent des usines dans ce pays, mais ils étaient jusqu'ici contraints d'importer tous les composants dont ils avaient besoin. Ces industriels bénéficieraient grandement de la possibilité de s'approvisionner en composants fabriqués sur place. Ceci contribuerait à améliorer les perspectives d'emploi locales pour les Mexicains – qui seraient moins nombreux à devoir s'exiler aux États-Unis pour y chercher du travail – et favoriserait la création et le développement des PME et des micro-entreprises.



Conférence sur les technologies d'emboutissage donnée par un expert



Cet homologue explique le fonctionnement de la presse prêtée dans le cadre du projet

emplois et de corriger les disparités régionales. En Afrique, la JICA s'efforce de lancer ce système dans 12 pays. Outre le Malawi, où ce concept est déjà bien implanté, l'Agence a réalisé des recherches au Kenya, au Nigeria et au Ghana, en parallèle avec les programmes d'aide technique en cours. En Asie, les efforts de la JICA mettent l'accent notamment sur le développement industriel local, toujours selon le modèle « Un village, un produit » ; des projets ont démarré au Vietnam, au Laos et en Indonésie.

Jusqu'à présent, la JICA a mis en œuvre de vastes programmes d'aide

technique et de conseil technologique dans le domaine du moulage métallique en faveur des PME. Mais depuis quelque temps, les besoins de conseil ne cessent de croître en ce qui concerne les pratiques générales de gestion des PME et les méthodes d'amélioration de la productivité et du contrôle qualité. En outre, les pays en développement sont de plus en plus demandeurs de programmes d'aide centrés sur le développement de ressources humaines capables de guider les propriétaires de PME dans leurs efforts pour aiguiser leurs compétences

en gestion.

Grâce à l'intégration de son organisation, la JICA est désormais en mesure d'accorder des prêts d'APD pour répondre aux besoins de financement des PME qui ont de plus en plus de mal à trouver les capitaux nécessaires pour soutenir leur activité dans les pays en développement. À l'avenir, la JICA s'efforcera de susciter des synergies en associant coopération technique et aide au financement, afin de développer des méthodes d'aide plus efficaces.

Ressources naturelles et énergies

—Favoriser un approvisionnement régulier en énergie électrique via un partenariat public-privé—

Tirer parti des technologies japonaises de pointe

Situation générale

La demande énergétique mondiale ne cesse de croître, y compris en Asie et dans d'autres pays en développement, où l'accroissement démographique et l'industrialisation font exploser les besoins en énergie. Sur fond de flambée des prix du pétrole et des autres sources d'énergie, et de préoccupations internationales croissantes vis-à-vis de l'environnement, l'approvisionnement énergétique est l'un des grands défis auxquels la communauté internationale

doit (et devra continuer à) faire face.

De plus, la libéralisation du marché de l'électricité, qui touche également les pays en développement, se traduit par la place grandissante des opérateurs privés dans le secteur électrique, à mesure qu'un nombre croissant de pays engagent des réformes fondées sur des partenariats public-privé. D'un autre côté, le formidable potentiel offert par les énergies renouvelables suscite un grand intérêt. À partir d'un certain niveau d'exploitation, celles-ci con-

tribuent également à réduire les gaz à effet de serre. Pour toutes ces raisons, on espère qu'elles joueront un rôle moteur dans la diversification des ressources énergétiques.

Actions de la JICA Électricité et énergie

Deux points essentiels sont à prendre en compte dans les programmes d'aide concernant l'énergie et l'électricité : 1) instauration d'une croissance économique durable grâce à un approvisionnement

Exemple

Efficacité énergétique Programme d'appui à l'efficacité énergétique en Iran

Mettre à profit l'expérience des chocs pétroliers pour proposer des technologies d'efficacité énergétique adaptées aux besoins de l'Iran.

L'essor de l'industrie et la hausse du trafic automobile ont entraîné l'augmentation rapide de la consommation énergétique en Iran, où la consommation totale d'énergie atteint aujourd'hui 44 % de la production. C'est une question très préoccupante pour l'économie iranienne, sachant que ce pays tire 75 % de ses ressources en devises de ses exportations de pétrole. Pour optimiser l'utilisation de l'énergie dans le secteur industriel, dont les besoins représentent 25 % de la consommation totale, le gouvernement a créé un centre de formation sur l'efficacité énergétique.

Pour garantir le bon fonctionnement de ce nouveau centre, la JICA a fourni des conseils sur les technologies d'analyse énergétique d'usines telles

que les cimenteries et les aciéries, et elle a organisé des séminaires sur la gestion de la chaleur à l'intention des conférenciers du centre. Au début de ce programme, l'Iran – tout comme le Japon il y a quelques années – ne mesurait pas encore pleinement l'importance de la collecte de données sur la consommation d'énergie de ses usines. En collaboration avec des homologues, la JICA a comparé les mesures et analyses de données effectuées avec celles d'installations similaires au Japon. Cette évaluation formelle a donné lieu ultérieurement à l'élaboration d'un rapport sur le type d'améliorations à apporter et sur la manière dont elles pouvaient être réalisées.

Bien que l'appui au centre de formation sur l'efficacité énergétique ait pris fin en mars 2007, ce centre a évolué conformément aux attentes, et il est désormais à même de proposer ses propres programmes de formation. Après le choc pétrolier, le Japon a appliqué des méthodes qui lui ont permis de réduire de 30 % la quantité d'énergie utilisée en dix ans.



Le programme de formation suit son cours

La réussite de ce projet montre que la JICA a su une nouvelle fois tirer parti de l'expérience du Japon pour promouvoir des méthodes similaires en Iran. L'Agence a reçu récemment une nouvelle demande de l'Iran concernant la promotion de techniques liées à l'efficacité énergétique des bâtiments. Elle prépare actuellement le lancement de ce programme d'aide.

stable en électricité, et 2) promotion de l'électrification des zones rurales.

La JICA a déployé de nombreux projets d'APD (prêts) et d'aide technique dans le secteur de l'énergie et, à l'avenir, elle entend poursuivre ses efforts dans ce domaine pour mettre en œuvre des projets avec une efficacité accrue. Par exemple, une approche intégrée combinant des études sur la construction de centrales électriques et la construction elle-même permettra à l'Agence de réaliser des projets d'aide beaucoup plus rapidement et efficacement qu'avant, ce qui raccourcira sensiblement les délais d'exécution.

Les projets d'aide dans le secteur de l'énergie se concentraient auparavant sur l'aménagement des infrastructures connexes et le développement de ressources humaines capables d'assurer l'exploitation, la maintenance mais aussi la construction des équipements énergétiques. Toutefois, sur fond de libéralisation croissante du marché de l'électricité à travers le monde, les pays en développement tendent eux aussi de plus en plus à confier l'exploitation de leurs réseaux électriques à des opérateurs privés, alors que cette fonction était jusqu'ici dévolue à l'État. Les programmes de la JICA doivent les aider à progresser en douceur sur cette voie. Par ailleurs, s'agissant de la promotion de l'électrification en milieu rural, il convient de renforcer les capacités administratives des pouvoirs publics dans les pays en développement, en prenant en compte la dimension sécurité humaine et le point de vue des populations locales – à qui les projets d'aide doivent bénéficier en premier lieu – dans les zones qui ne sont pas encore raccordées au réseau. Dans ce secteur, la JICA s'emploie également à renforcer les programmes d'aide en faveur du secteur électrique en Afrique.

En mars 2009, l'Institut de recherche de la JICA à Tokyo a accueilli le Forum de l'électricité en Asie. Les pays en développement doivent aujourd'hui trouver les moyens d'assurer une fourniture stable d'électricité face à une demande qui augmente rapidement ; ce qui ne va pas sans poser un certain nombre de défis. Le Forum a rassemblé des représentants du secteur électrique de cinq pays d'Asie et des opérateurs privés japonais œuvrant dans ce secteur. Sur le thème de la réforme du secteur électrique, chaque

pays participant au Forum a présenté des rapports d'études de cas, et des débats ont eu lieu sur les possibilités de coopération entre les gouvernements et le secteur privé, le recours au partenariat public-privé et un certain nombre d'autres sujets. Les participants ont apporté des contributions très positives, conscients de l'importance de ces échanges d'informations et d'expériences. En outre, les représentants du gouvernement japonais ont fait le point sur l'avancement de la réforme structurelle du secteur électrique au Japon. En fin de compte, le Forum a permis aux pays participants de réfléchir ensemble aux efforts à entreprendre pour réformer leur propre secteur électrique.

Ressources naturelles et efficacité énergétique

Pour soutenir la préservation des ressources naturelles et de l'énergie, la JICA met en œuvre des efforts dans les trois domaines suivants : ressources minières, énergies renouvelables et efficacité énergétique.

1) Exploitation minière

La JICA contribue au développement de ressources informationnelles et à l'élaboration de plans directeurs pour l'exploitation durable des ressources minières. Elle déploie par ailleurs des efforts pour améliorer la compétitivité des pays en développement sur la scène internationale.

2) Énergies renouvelables

Dans une optique de protection de l'environnement mondial, la JICA conduit des études sur les plans de développement de systèmes photovoltaïques et de petites centrales hydroélectriques, l'objectif étant de mettre en place une électrification rurale s'appuyant sur des solutions énergétiques indépendantes. En outre, l'Agence a créé un nouveau programme d'aide sous forme de dons, baptisé « Programme d'aide non remboursable pour l'environnement et la lutte contre le changement climatique* ». Les efforts entrepris dans le cadre de ce nouveau programme se concentrent actuellement sur la production d'électricité photovoltaïque dans les pays bénéficiaires. En particulier, la JICA a élaboré des plans relatifs aux projets d'énergie solaire dans les pays participant au « Cool Earth Partnership », un programme de partenariat en faveur des énergies propres. Elle a commencé par mettre en œuvre des

activités dans plusieurs pays océaniques, où des systèmes photovoltaïques seront raccordés aux réseaux électriques locaux. Au Kenya, en Indonésie et dans plusieurs pays d'Amérique Centrale et du Sud, la JICA a également engagé des programmes visant à développer la géothermie.

* Ce nouveau programme a été lancé durant l'exercice 2008, pour contribuer aux mesures de réduction des gaz à effet de serre (mesures d'atténuation) et soutenir les efforts d'adaptation au changement climatique (mesures d'adaptation).

3) Efficacité énergétique

La formation par la JICA de techniciens en maîtrise de l'énergie constitue un autre point fort de ses projets d'efficacité énergétique capitalisant sur les technologies japonaises. Jusqu'à présent, la JICA a contribué à former des techniciens en maîtrise de l'énergie capables de gérer la consommation de chaleur et d'électricité en Thaïlande, en Turquie et en Pologne. À l'issue d'une série de projets d'aide en Turquie, les techniciens nouvellement formés ont pu voler de leurs propres ailes ; ils sont aujourd'hui capables de former d'autres techniciens dans des pays tiers. Dans l'ensemble, la JICA a enregistré des résultats très positifs avec ce programme de formation appliqué à la maîtrise de l'énergie.

De plus, avec le lancement de la nouvelle JICA, le système des programmes de prêts d'APD devrait être encore plus facile à déclencher et permettre une meilleure efficacité des programmes d'aide. La JICA déploie actuellement en Inde un système de prêts avec un intermédiaire financier (*two-step loan**) dans le domaine de l'efficacité énergétique. L'Agence table sur les synergies que devrait susciter le recours parallèle à la coopération technique et aux programmes d'aide au financement, sachant qu'elle compte étendre à d'autres pays ce système de prêts. Par ailleurs, la nouvelle JICA peut nouer beaucoup plus facilement des liens avec le secteur privé. La JICA est convaincue qu'à l'avenir, un nombre encore plus important de pays pourront profiter ainsi de l'excellence de la technologie japonaise.

* Système permettant d'utiliser les prêts d'APD accordés aux institutions de financement du développement du pays emprunteur pour prêter de l'argent aux PME locales.

Stratégie de la JICA en matière d'aide pour le commerce

Qu'est-ce que l'aide pour le commerce (APC) ?

L'aide pour le commerce (APC) est conçue pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités du côté de l'offre et leur infrastructure liée au commerce afin qu'ils puissent bénéficier de l'essor des échanges commerciaux et réduire la pauvreté. En d'autres termes, tous les bénéfices commerciaux contribueront directement à la croissance économique du pays concerné.

Cette idée a pris naissance dans les années 1990, alors que la participation croissante des pays en développement dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) braquait les projecteurs sur les problèmes de développement de ces pays.

Depuis la conférence ministérielle de Seattle, l'OMC accorde davantage d'attention non seulement aux négociations de libre-échange, mais aussi aux questions de développement lors de ses réunions, par égard pour les pays en développement. Par la suite, lors du cycle de Doha (cycle de négociations commerciales multilatérales) et de la 6^{ème} conférence ministérielle qui s'est tenue à Hong Kong, les membres de l'OMC ont reconnu que le libre-échange aurait un impact négatif sur les pays en développement. Le concept d'APC a été promu pour améliorer les capacités en matière d'offre dans les pays en développement, afin d'atténuer cet impact.

L'APC part de l'idée qu'en aidant les pays en développement à se doter d'infrastructures liées au commerce et de capacités en matière d'offre, on peut leur permettre de réaliser des bénéfices grâce au commerce et stimuler

ainsi leur croissance économique. L'APC se concentre par exemple sur l'aménagement d'infrastructures qui permettent de réduire le coût des marchandises offertes, et sur le développement de capacités dans le domaine du commerce et des investissements. Voici quelques domaines particuliers de l'APC :

- ▶ Politique et réglementation commerciales
- ▶ Promotion du commerce
- ▶ Infrastructures liées au commerce
- ▶ Acquisition de capacités de production
- ▶ Ajustements liés au commerce
- ▶ Autres besoins liés au commerce

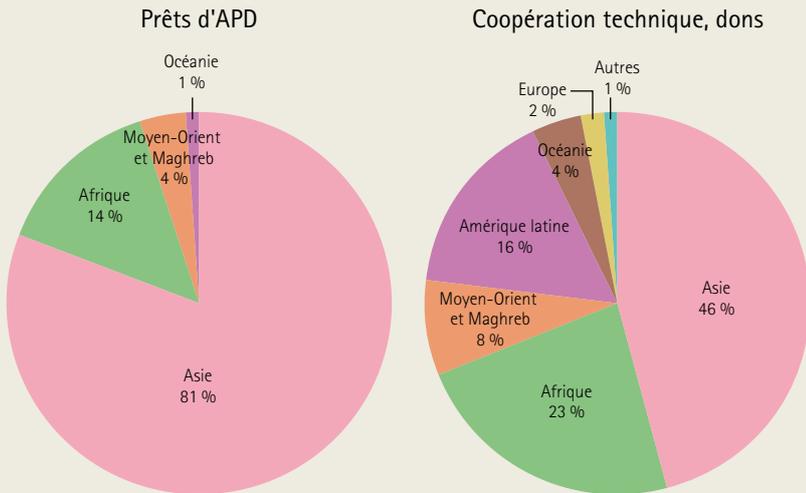
Efforts d'APC menés par la JICA

Dans ce contexte, la JICA élabore également des programmes en relation avec l'APC. À titre d'exemple, environ 76 % de l'ensemble des projets liés à des prêts d'APD concernaient l'APC. L'Asie et l'Afrique sont les principales régions bénéficiaires de projets liés à l'APC (voir figure 1). L'aide aux pays d'Asie représente plus de 81 % de l'ensemble des projets d'APD (prêts) liés à l'APC, et 46 % des projets de coopération technique / d'aide non remboursable liés à l'APC. Quant à l'aide aux pays d'Afrique, elle correspond à 14 % de l'ensemble des projets d'APD (prêts) liés à l'APC, et à 23 % des projets de coopération technique / d'aide non remboursable liés à l'APC. Rien qu'à l'intérieur de la région ANASE, la moitié des projets de coopération technique liés à l'APC concernent les pays CLMV (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam). La plupart des projets d'APD (prêts) de cette région ciblaient le Vietnam, mais le Cambodge a également bénéficié de cer-

tains d'entre eux. Ceci témoigne de l'approche adoptée par la JICA pour contribuer à atténuer les disparités régionales et à améliorer l'intégration des pays de l'ANASE par l'essor des échanges commerciaux (voir figure 2). En outre, quand on observe les différents domaines d'intervention au sein de la région ANASE, il apparaît clairement que la JICA se focalise sur le développement de l'infrastructure économique. Ainsi, l'Agence cherche à promouvoir une croissance économique globale par un développement des infrastructures au niveau régional, avec des retombées bénéfiques pour chaque pays (voir figure 3).

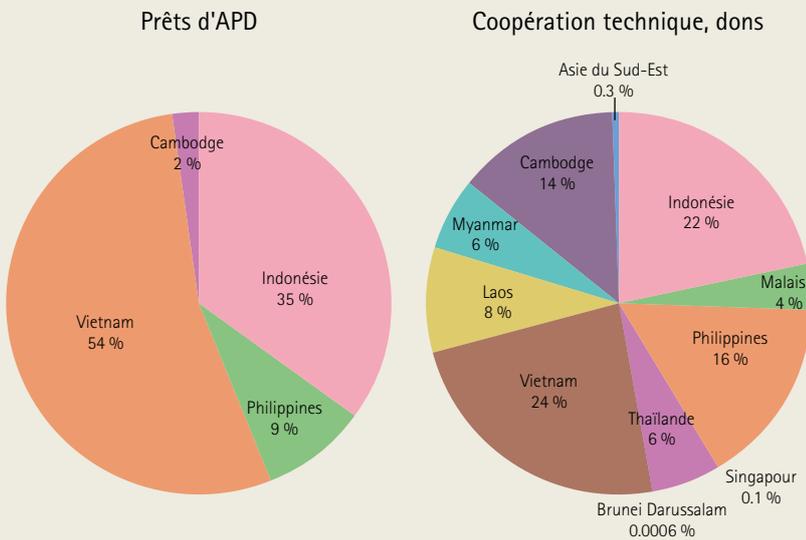
L'OMC a décidé de procéder en 2009 à un examen global de l'aide pour le commerce ; une réunion mondiale consacrée à ce bilan a eu lieu les 6 et 7 juillet 2009 à Genève. Le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères Shintaro Ito représentait le Japon lors de ce forum de haut niveau. Des représentants de la JICA ont également participé aux réunions de section ; ils y ont présenté les efforts de la JICA et les contributions générales en matière d'APC. Avant la réunion consacrée à l'examen global, la JICA a aussi pris part à un certain nombre de réunions régionales. En particulier, l'Agence a participé à la réunion régionale de l'ANASE qui s'est tenue au Cambodge. Elle a ainsi pu exposer sa contribution et sa politique concernant l'APC au sein de l'ANASE. Lors de la réunion consacrée à l'examen global, le suivi de l'APC et les stratégies relatives à la coordination des donateurs ont fait partie des thèmes débattus.

Figure 1 Résultats 2007 de l'APC par région



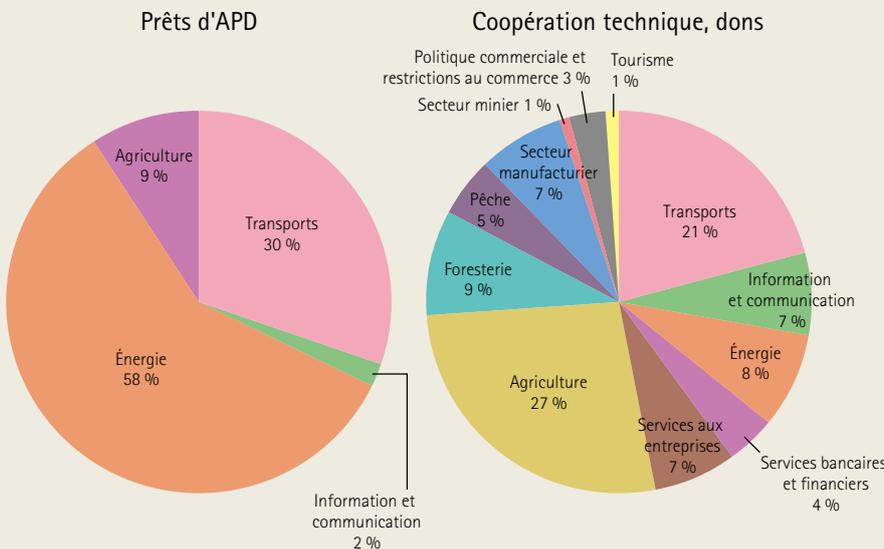
- En 2008, environ 76 % des programmes de prêts d'APD de la JICA étaient consacrés à l'APC
- L'Asie et l'Afrique sont devenues les principales régions bénéficiaires des programmes d'aide : l'Asie représente 81 % de l'ensemble des programmes de prêts d'APD liés à l'APC et 46 % de l'ensemble des programmes de coopération technique et de dons liés à l'APC.
- L'Afrique représente 14 % des programmes financés de prêts d'APD liés à l'APC et 23 % des programmes de coopération technique et de dons liés à l'APC.

Figure 2 Résultats 2007 de l'APC par pays dans la région ANASE



- Au sein de la région ANASE, plus de la moitié des projets de coopération technique liés à l'APC concernent les pays CLMV (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam).
- Des projets liés à des prêts d'APD ont démarré au Vietnam et au Cambodge, ce qui montre l'orientation des programmes d'aide visant à réduire les disparités entre pays de l'ANASE grâce à l'expansion du commerce et au renforcement de l'intégration régionale.

Figure 3 Résultats 2007 de l'APC par secteur dans la région ANASE



- Le développement de l'infrastructure économique est le principal domaine ciblé par les programmes d'aide dans la région ANASE, ce qui montre que la JICA cherche à promouvoir une croissance économique globale par un développement des infrastructures au niveau régional, avec des retombées bénéfiques pour chaque pays.

Remarque : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

Études préparatoires

Exploiter les spécificités des trois programmes d'aide pour gagner en mobilité, rapidité et synergie



Expert de la JICA réalisant une étude sur la végétation forestière avec l'un de ses homologues (Vietnam).

Caractéristiques des études préparatoires

Avant la création de la nouvelle JICA, les processus d'élaboration des projets relevant des principaux programmes, à savoir la coopération technique, les prêts d'APD et l'aide non remboursable (dons), étaient conduits séparément. Les études préparatoires ont été introduites pour simplifier ces opérations en les intégrant en un seul et même processus.

Les caractéristiques inhérentes aux études préparatoires permettent à la JICA de fournir une aide plus mobile et plus rapide, car la décision d'exécution

peut être prise à tout moment si nécessaire, en consultation avec le ministère des Affaires étrangères. Les études conduites séparément par le passé (élaboration du programme de coopération ou des différents projets) peuvent au besoin être réunies en une étude.

Les études préparatoires permettent en outre à la JICA d'apporter une coopération plus efficace et de réaliser des combinaisons d'aides optimales en profitant des effets de synergie générés par l'exploitation des spécificités des différents programmes et en les associant de la meilleure façon possible.

Objectifs et contenu des études

On peut schématiquement diviser les objectifs des études préparatoires en deux types.

- 1) Définition d'objectifs de coopération permettant d'atteindre des objectifs de développement spécifiques et élaboration de scénarios de coopération appropriés permettant d'atteindre ces objectifs.
- 2) Identification et élaboration de projets individuels et de plans d'exécution correspondants, proposition de thèmes de coopération et examen de la pertinence, de l'efficacité et de la rentabilité des projets soumis à l'étude.

Durant la seconde moitié de l'exercice 2008, 179 études préparatoires ont été réalisées (données au 31 mars 2009).

Principales études préparatoires

Nom du pays	Nom de l'étude
Indonésie	Étude préparatoire sur le projet d'amélioration du système de sécurité portuaire, phase II
Indonésie	Étude préparatoire relative au programme d'enseignement supérieur
Indonésie	Étude préparatoire relative au projet de développement de l'approvisionnement en eau du sud de Bali
Indonésie	Étude préparatoire relative au projet de centrale hydroélectrique de Kusan
Indonésie	Étude préparatoire relative au projet d'extension de la ligne nord-sud du système de transports en commun de Jakarta
Indonésie	Étude préparatoire relative au développement des infrastructures publiques et privées
Malaisie	Étude préparatoire relative au projet d'usine de traitement des eaux usées (II)
Philippines	Étude préparatoire relative au projet de ports de pêche à l'échelon national (III)
Philippines	Étude préparatoire relative au projet de développement intégré des infrastructures dans le centre des Philippines
Philippines	Étude préparatoire relative au programme de prêts sectoriels pour la gestion des catastrophes
Philippines	Étude préparatoire relative au projet d'amélioration du réseau d'égouts du métro de Manille et de l'environnement sanitaire
Philippines	Étude préparatoire relative au programme de gestion du patrimoine routier
Timor-Leste	Étude préparatoire relative au projet de réaménagement d'urgence du port d'Oecusse
Région Océanie	Étude préparatoire relative au développement de ressources humaines dans le secteur de la santé
Région Océanie	Étude préparatoire relative à la stratégie de lutte contre le changement climatique dans la région Pacifique
Îles Salomon	Étude préparatoire relative au réseau de radiodiffusion pour gérer la prévention des catastrophes
Tuvalu	Étude préparatoire relative à la modernisation du réseau de radiodiffusion en ondes moyennes
Samoa	Étude préparatoire relative à la modernisation des installations de prévision météorologique de Samoa et aux applications météorologiques dans d'autres secteurs
Thaïlande	Étude préparatoire relative au projet de développement du littoral maritime méridional
Thaïlande	Étude préparatoire relative au projet de développement des ressources humaines
Thaïlande	Étude préparatoire relative au projet de lutte contre le changement climatique
Cambodge	Étude préparatoire relative au projet d'extension de l'approvisionnement en eau de Siem Reap
Cambodge	Étude préparatoire relative à la promotion du secteur privé
Laos	Étude préparatoire relative à l'élaboration d'une stratégie de base pour le développement des grandes métropoles régionales
Laos	Étude préparatoire relative au développement industriel en République démocratique populaire lao
Laos	Étude préparatoire relative à l'extension de la centrale hydroélectrique de Nam Ngum 1
Vietnam	Étude préparatoire relative au renforcement du système de mise en œuvre des mesures sanitaires et phytosanitaires
Kazakhstan	Étude préparatoire relative à la promotion des exportations au Kazakhstan
Ouzbékistan	Étude préparatoire relative à l'assistance juridique destinée à l'amélioration des conditions de développement des entreprises privées
Ouzbékistan	Étude préparatoire dans le domaine de la gestion des catastrophes en Asie centrale